

BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
DOSSIER
N° 11.428

24144157/4
(1944-1948)

Affranchissement par machine Havas

Lr 15648

D 331-233

COPIE à : SERVICE TECHNIQUE DE LA DIRECTION
GÉNÉRALE

Ministère des
Travaux Publics des Transports
et du Tourisme

Pour attributions

(s) ARMAND

Direction Générale des
Chemins de fer et des
Transports

Service du Contrôle
Technique

3ème Bureau

Référence: A.G. 55-9
M.T. 962

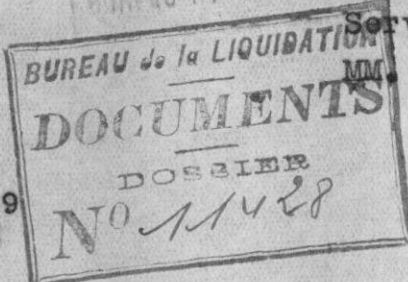
Service de la Comptabilité Générale et
des Finances

Service Commercial

Service du Budget et des Contrôles

Service des Approvisionnements

MM. LEMAIRE - BOYAUX



PARIS, le 11 Juin 1948

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS
& du TOURISME

à Monsieur le DIRECTEUR GENERAL de la Société
Nationale des Chemins de fer Français
(Service Technique)

OBJET - Equipement en machines à affranchir de 100 guichets
d'expédition de petits colis.

REFERENCE - Votre lettre O. n° 9305 du 25 Février 1948.

Par lettre citée en référence, vous m'avez demandé l'autorisation d'équiper, en machines à affranchir C.A.M.P. 100 guichets importants d'expédition de petits colis.

Cette acquisition constitue la troisième étape d'un programme dont les deux premières étapes ont été approuvées par mes décisions C.F.3. AG. 55.9 des 21 Janvier et 5 Juillet 1946.

Le projet correspondant ne figure pas au budget d'Etablissement de l'exercice 1948. La dépense serait imputée pour 1.700.000 Frs sur la somme à valoir dudit exercice et le solde, soit 6.800.000 frs sur l'exercice 1949.

Après examen par mes Services Techniques, j'approuve le projet présenté dont le montant, imputable sur les crédits d'engagement ouverts au budget d'Etablissement de l'exercice 1948 (programme ordinaire) s'élève, en principal, aux prix d'octobre 1947, à 8.500.000 frs

Il est entendu que :

.....

1°) les imputations, effectuées conformément à la circulaire ministérielle du 20 Mai 1902, seront les suivantes :

Compte d'Etablissement

Travaux complémentaires du matériel inventorié :

Débit - Dépenses d'acquisitions évaluées en principal à 8.500.000 fs

2°) la dépense à payer chaque année devra rester dans la limite des crédits de paiement inscrits à cet effet au budget d'Etablissement de la S.N.C.F. (programme ordinaire - somme à valoir du chapitre Matériel inventorié) régulièrement approuvé pour l'exercice correspondant.

Pour le Ministre et par délégation
Le Secrétaire Général
aux Travaux Publics,

(s) DORGES

28-7-44-HH/JD

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale
de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Écritures Générales

Bureau de la Liquidation

F2 CGe 3 N° 1038

Paris, le 1^{er} AOÛT 1944

11427

SECRÉTARIAT DU SERVICE
COMMERCIAL

54, Bd Haussmann, 54

PARIS

OBJET : Affranchissements effectués par
Machine HAVAS.

La Comptabilité Générale a été débitée d'une somme de Frs. : 4.000,- représentant un prélèvement effectué d'office par l'Administration des P.T.T. sur le compte postal PARIS 559-90, en garantie des affranchissements effectués par Machine HAVAS utilisée par votre Service.

Étant donné les clauses du contrat intervenu, cette somme n'a pas le caractère d'un cautionnement, mais d'un paiement effectué par avance.

En conséquence, elle a été imputée au Chap II Dép art 2 § 2.

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONIE

Régularisation par :

1. Visement externe n° 7015
archives 21973 - finitum : 7059
débit : Comptabilité de Reales 4.000.

2. Visement interne simple n° 7060
archives 21953 - finitum : 7058

I. 2. 2. 1. - - - - 5.000

4. 2. 2. - - - - 10.000

3. - - - - 6.000

5. - - - - 10.000

II 2. 2. - - - - ~~4.000~~

35.000

39.000

Compte Débits

Machines
à affranchir

M B. Est	5.000	Fr	6005 du 22/6.
VB Youngst	10.000	-	6005 du 22/6
Appro	20.000	,	6005 —
Retraites	10.000	x	6007 —
	<u>45.000</u>		

par le 20 juil 1944

Monsieur

Leprat

Ch. Reuth	4.000,-
Je Cam	4.000,-
Je Permin	5.000,-
Chine gl	10.000,-
Ch gl	6.000,-
Débit	10.000,-

no 6141 arch. 16857
répété fin et
anc Cts divers

Extrait no Archives
292425 -

39.000,-

Paris, le 19 JUL 1944

Division Centrale
de la
Comptabilité Générale

Sous-Division des Recettes Générales

Bureau de la Liquidation

F2 CGe 3 N° 1007

Voir détail à l'annexe jointe

OBJET : Imputation du versement de garantie
constitué par l'Administration des
P.T.T. pour affranchissement par ma-
chine Havas.

Par facture N° 666 du 22/6/1944, votre
Service a été débité d'une somme de Frs :
représentant le montant du prélè-
vement effectué par l'Administration des
P.T.T. sur notre compte de chèques-postaux en
garantie des affranchissements effectués par
machine Havas.

Etant donné les clauses du contrat in-
tervenu, cette somme n'a pas le caractère
d'un cautionnement, mais d'un paiement effec-
tué par avance.

En conséquence, je vous serais obligé
d'en extourner le montant du compte "DEPOTS
DE GARANTIE VERSÉS PAR LA S.N.C.F.", au compte
de dépenses intéressé.

LE CHEF DE LA SUBDIVISION

DES RECETTES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONTE

Mr le Chef du Secrétariat
du Sce des Approvisionnements
Fre N° 6005 - Frs : 20.000,-

Mr le Chef du Sce des Retraites
Fre N° 6007 - Frs : 10.000,-

Mr le Chef de la Subdivision de
Cpté du Matériel et Traction
de la Région EST
Fre N° 6005 - Frs : 5.000,-

Mr le Chef de la Subdivision
de Cpté de la Voie et Bâtiments
de la Région SUD OUEST
Fre N° 6005 - Frs : 10.000,-

CT. 43/7/44

Paris, le 19 JUIL 1944

Division Centrale
de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Comptes Généraux

Bureau de la Liquidation

F2 CGe 3 N° 1008

Monsieur le Chef de la
Subdivision des Comptes
Divers

OBJET : Imputation du versement de garantie
----- constitué par l'Administration des
P.T.T. pour affranchissement par machine
Havas.

Par virement N° 6141 du 22/6/1944 et
extrait portant le numéro d'archives 29425,
votre service a été débité d'une somme de Frs
39.000,- représentant le montant du prélèvement
effectué par l'Administration des P.T.T. sur
notre compte de chèques postaux, en garantie
des affranchissements effectués par machine Ha-
vas.

Etant donné les clauses du contrat
intervenu cette somme n'a pas le caractère d'un
cautionnement, mais d'un paiement effectué par
avance.

En conséquence, je vous serais obligé
d'en reporter le montant au bureau de la Liqui-
dation en vue de son imputation définitive.

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONTE

PARIS, le 12 JUIN 1944

S.N.C.F.

Services Financiers

F2 CG 1 N° 803 - II4I

Monsieur le Chef de la
Division Centrale des Finances

Réf. FICg4 N° 474 P du 30 Mai 1944.

Objet : Dépôts de garantie pour machines à
affranchir.

Je suis d'accord pour que vous factu-
riez à la Comptabilité Générale le montant
des dépôts de garantie pour machines à
affranchir.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale.
Signé : METTAS

Copie transmise à Monsieur le Chef
de la Subdivision des Ecritures Générales
en le priant d'aviser les Services
ayant une comptabilité séparée, du montant
des sommes qui leur seront facturées à ce
titre.

PARIS, le 12 JUIN 1944
Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale.
Signé : ALADENISE.

Retraité
C.P.
Cautionnement

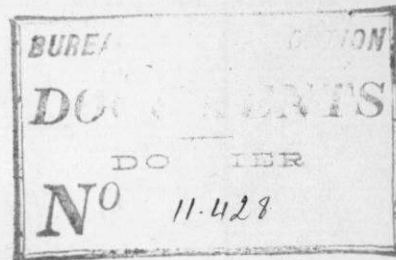
S.N.C.F.

Paris, le 30 mai 1944

Services Financiers

Division Centrale
des Finances

FI Cg 4 N° 474 P



Objet : Dépôts de garantie pour machines à affranchir.

Monsieur le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale.

Ainsi que vous le savez, différents Services de la S.N.C.F. désignés sur le relevé ci-joint, utilisent des machines spéciales Havas pour l'affranchissement de leur courrier.

Les dépôts de garantie exigés par l'Administration des P.T.T. pour l'utilisation de machines Havas étaient constitués, jusqu'à fin 1943, par le blocage d'une partie de l'avoir de certains comptes postaux de la S.N.C.F. Or, la Poste a exigé, depuis lors que les dépôts susvisés, dont l'importance est fonction de la valeur des empreintes délivrées, fussent réellement effectués dans chacun des Bureaux de poste chargés de l'expédition des correspondances affranchies mécaniquement. A cet effet, les Receveurs des dits Bureaux ont fait débiter d'office notre compte postal Paris 559-90 au profit de leur compte postal particulier.

A titre provisoire, notre Division a conservé ces débits à l'un de ses comptes d'attente.

Par analogie avec la procédure adoptée pour les dépôts de garantie pour postes téléphoniques (Voir ma note FI Cg4 N° 817 P du 2 Octobre dernier), je me propose, sauf objection de votre part, d'en facturer le montant à la Comptabilité Générale aux fins d'imputation dans les conditions que vous jugerez les plus convenables.

Le Chef de la Division Centrale
des Finances.

Signé : BERNARD.